



global witness

Pour parution immédiate : 26 novembre 2009

## **Le commerce illégal de bois malgache d'une valeur quotidienne allant jusqu'à 460 000 \$ révélé par un nouveau rapport**

### **La Chine est le principal marché du trafic de bois de rose**

Un nouveau rapport de Global Witness et de l'Environmental Investigation Agency (EIA) révèle l'ampleur de l'exploitation forestière illégale dans les parcs nationaux et les zones protégées de la Région Sava à Madagascar. Les deux organisations à but non lucratif affirment que 30 à 115 mètres cubes de bois de rose précieux, d'une valeur estimée entre 88 000 et 460 000\$, sont *chaque jour* récoltés dans l'illégalité. Des membres de l'administration forestière, de la police nationale et d'autres autorités malgaches sont accusés de graves défaillances et, dans certains cas, de complicité avec les trafiquants.

L'enquête sur le trafic de bois de rose, de palissandre et d'ébène commanditée par Madagascar National Parks en août dernier a mis en évidence un niveau sans précédent d'activité illégale dans le nord-est du pays suite à la crise politique qui a éclaté en début d'année. Les enquêteurs ont rassemblé des preuves vidéo de l'abattage et des témoignages des communautés locales qui révèlent à la fois l'ampleur et la hardiesse de ce commerce illégal.

En février, Madagascar a été ébranlé par l'instabilité politique et exclu de l'investissement étranger et de l'aide pour la conservation. Des milliers de bûcherons ont envahi les parcs nationaux et abattu des espèces protégées. L'ampleur considérable de l'abattage illégal menace les communautés vulnérables et les dernières forêts naturelles malgaches, qui abritent une faune parmi les plus rares de la planète. Les bûcherons ont abattu des arbres pour défricher des pistes et fabriquer des canoës, faire la chasse à des espèces rares de lémmings et incendier certaines zones forestières afin d'y installer des peuplements provisoires, encourageant ainsi l'occupation d'habitats naturels autrefois viraux.

« Certaines des forêts uniques de la planète, et les communautés qui en dépendent, sont en train d'être dégradées d'une manière irréversible afin de répondre à notre demande de produits de luxe », déclare Andrea Johnson, directrice des campagnes forestières à l'EIA. L'enquête a conclu qu'entre 100 et 200 arbres rares seraient abattus chaque jour à Madagascar. La majorité de ce commerce est imputable à la forte demande chinoise de meubles en bois de rose, un matériau onéreux. De petites quantités de bois précieux sont envoyées vers l'Europe et les États-Unis pour la fabrication d'instruments de musique haut de gamme.

Malgré les prix élevés de ces bois sur les marchés internationaux – une armoire en bois de rose peut se vendre au détail jusqu'à 20 000 \$ –, seule une partie infime de la valeur du bois reste à Madagascar. Le pays exporte essentiellement du bois non transformé et une analyse des transactions financières a révélé que les gains qui reviennent à Madagascar sont minimes.

« Un petit groupe de commerçants puissants exploite la situation politique du pays pour en tirer des bénéfices à court terme, corrompant les représentants des autorités locales et nationales alors que le pays traverse une crise », affirme Reiner Tegtmeyer de Global Witness. « Les commerçants en bois ont pour ainsi dire acheté le droit de piller les parcs du pays en toute impunité. Ils extraient jusqu'à 460 000 \$ de bois illégal par jour, tout en payant la main-d'œuvre moins de 5 \$ par jour pour un travail dangereux et éreintant. »

Global Witness et l'EIA demandent au gouvernement malgache d'abroger plusieurs décrets qui autorisent les compagnies immatriculées à exporter du bois récolté illégalement, car cela encourage dans la pratique une hausse de l'abattage illicite. Le gouvernement devrait saisir et vendre tous les stocks de bois illégal et placer l'argent dans un fonds en fidéicommis destiné à la protection des forêts et au développement rural. Les futures saisies devraient être détruites.

Le gouvernement devrait immédiatement agir pour placer le bois de rose et l'ébène sous la protection de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES). Il convient également de mettre en œuvre une gestion des terres plus durable et d'accorder un meilleur soutien aux populations locales afin qu'elles aient d'autres moyens de subsistance que de se faire exploiter par des commerçants en bois illégaux.

Les pays consommateurs, à savoir la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, doivent surveiller leurs importations de bois malgache et instaurer des exigences légales strictes s'appliquant aux importations de bois et de produits ligneux analogues à l'amendement apporté récemment au Lacey Act américain qui interdit l'importation de bois obtenu par des moyens illégaux.

**Contacts : Reiner Tegtmeier**, Global Witness +44 (0) 20 7492 5871 ; **Amy Barry**, Global Witness +44 (0)20 7492 5858 ou +44 7980 664 39 ; **Andrea Johnson, EIA** : +1 (202) 483-6621

**Remarques :**

- Une erreur de calcul des volumes des rondins dans le rapport initial a présenté une série d'estimations plus élevées de manière significative. Cela a été corrigé et le rapport a été republié aujourd'hui. L'erreur concerne le calcul des volumes estimés des rondins basé sur des observations faites par l'équipe. La conséquence la plus significative de cette erreur a été que la valeur estimative des billes de bois de rose abattus dans les zones observées a changé. Il est maintenant entre US \$ 88,000 et 460,000 par jour, pas les US \$ 800.000 comme indiqué précédemment. Pour une explication complète des nouveaux calculs, veuillez consulter le site web de Global Witness.
- Global Witness et l'EIA s'excusent pour la diffusion précédente du rapport et le communiqué de presse qui contenaient des chiffres trompeurs.
- L'association Madagascar National Parks (MNP) a été chargée par le ministère des Forêts d'obtenir l'aide de Global Witness et de l'EIA afin d'enquêter sur la récolte illégale de bois précieux dans la Région Sava et sur le trafic international connexe de bois illégal.
- Global Witness et l'EIA saluent le soutien que les autorités sortantes ont accordé à l'enquête ainsi que leur volonté à en publier les résultats. Les organisations demandent au nouveau gouvernement de prendre de toute urgence des mesures s'appuyant sur leurs recommandations.
- Global Witness et l'EIA (États-Unis) ont été choisies par MNP du fait de leur remarquable expérience. Global Witness réalise des travaux d'investigation pour exposer la corruption dans le commerce et l'exploitation des ressources naturelles, et met en œuvre des campagnes pour éliminer l'impunité, le conflit lié aux ressources, et les atteintes environnementales et aux droits de l'homme. L'EIA, quant à elle, enquête et dirige des campagnes pour lutter contre les crimes environnementaux dans le monde entier. Elle affiche plusieurs dizaines d'années d'expérience des enquêtes sur l'exploitation forestière illégale et le commerce international d'espèces animales en voie d'extinction ainsi que de produits sensibles sur un plan environnemental.
- Des personnes pouvant être interrogées en français et en anglais se tiennent à disposition à Londres et Washington.